

certains produits énergétiques — le gaz naturel et l'hydroélectricité — peuvent être exportés aux États-Unis⁶. »

D'autres points de friction plus traditionnels dans le commerce étaient également présents en 1954. Les problèmes qu'ont occasionnés pour l'exportation de blé et de fromage du Canada de nouvelles mesures législatives américaines visant à réduire les excédents agricoles des États-Unis (documents 513 à 522) figuraient en bonne place à la première réunion au niveau du Cabinet du comité mixte canado-américain des questions économiques et commerciales (documents 523 à 558). Se trouvaient aussi au premier plan l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et le nombre croissant de restrictions imposées par un Congrès protectionniste sur les importations aux États-Unis.

L'avenir du GATT, le protectionnisme américain et la progression de l'Europe vers la convertibilité ont été les trois sujets, imbriqués entre eux, d'entretiens internationaux prolongés sur la libéralisation du commerce. Les entretiens ont eu lieu à Sydney, où les ministres des Finances du Commonwealth se sont réunis en janvier (document 385) et à Washington, où le comité canado-américain s'est réuni en mars (document 525). Ils se sont poursuivis ensuite à Paris et à l'Organisation européenne de coopération économique (documents 622 à 641) puis de nouveau à Washington, où les représentants du Commonwealth et des États-Unis se sont réunis pour confronter leurs vues et élaborer une stratégie (documents 227, 230 et 231). Le processus des consultations et des négociations a culminé à Genève vers la fin de l'année, au moment où les parties au GATT se sont rencontrées pour passer en revue et renforcer l'accord international (documents 218 à 235).

Les relations personnelles, politiques et bureaucratiques qui avaient modelé la politique canadienne en 1953 ont profondément changé en 1954. Saint-Laurent, épuisé par sa tournée mondiale, cédait de plus en plus à Pearson la conduite de la politique extérieure. En juillet, un remaniement ministériel faisait entrer au Cabinet de nouveaux ministres chargés de deux portefeuilles ayant des incidences importantes sur la politique étrangère. Après sa longue lutte pour gérer la contribution canadienne aux efforts de l'ONU en Corée, Claxton cédait son poste de ministre de la Défense nationale à Ralph Campney. Walter Harris, qui ne prisait pas « les activités sociales incessantes » liées à ses nouvelles responsabilités internationales remplaçait Douglas Abbott au poste de ministre des Finances (document 387). L'omniprésent C.D. Howe conservait le ministère du Commerce et celui de la Production de défense.

Pendant la majeure partie de l'année, un certain flottement a subsisté dans les responsabilités aux plus hauts échelons du ministère des Affaires extérieures. Pour combler le vide laissé par le décès soudain de Hume Wrong, en décembre 1953, seulement deux semaines après son accession au poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Pearson nommait R.A. MacKay sous-secrétaire suppléant en janvier 1954. Chef du ministère pendant presque toute l'année, MacKay pouvait compter sur l'aide de trois nouveaux sous-secrétaires adjoints, John Holmes, Jean A. Chapdelaine et Max H. Wershof, ce dernier étant également conseiller juridique.

⁶ O.W. Dier à F.H. Soward, 15 octobre 1954, dossier 5420-40 du MAE, Archives nationales du Canada.